

République Centrafricaine 2005

PROJETS

Procédure d'appel Global



République Centrafricaine 2005

PROJETS

Procédure d'appel Global



Procédure d'appel global (CAP)

Le CAP est beaucoup plus qu'un appel de fonds. Il s'agit d'un cycle de programme global, qui consiste à assurer:

- La planification stratégique menant à un plan d'action humanitaire commun (CHAP);
- La mobilisation des ressources (en vue d'une Procédure d'appel global ou d'un Appel éclair);
- La mise en œuvre coordonnée du programme;
- Le contrôle de l'exécution du projet et son évaluation;
- Sa révision si nécessaire;
- Le compte-rendu des résultats.

Le CHAP est la formulation d'un plan stratégique de réponse humanitaire dans un pays ou une région donnée. Il comprend les éléments suivants :

- Analyse commune du contexte dans lequel l'action humanitaire a lieu;
- Evaluation des besoins;
- Définition des scénarios : meilleur, pire et plus probable;
- Planification de la division du travail;
- Enoncé précis des objectifs et des buts à long terme;
- Planification des besoins prioritaires;
- Cadre relatif au suivi de la stratégie et à sa mise à jour si nécessaire.

Le CHAP constitue le point de départ pour le développement d'un appel global ou d'un appel éclair lorsque des crises surviennent ou des catastrophes naturelles se produisent. Le CHAP peut également servir de référence pour les organisations qui décident de ne pas lancer un appel de fonds par le biais d'une structure commune. Sous la conduite du coordonnateur humanitaire, le CHAP est rédigé au niveau du terrain par l'équipe de pays du Comité permanent inter-agences (IASC). L'équipe de pays IASC rassemble les agences de l'ONU et d'autres invités comme l'Organisation Internationale pour les Migrations, le Mouvement de la Croix Rouge et les organisations non-gouvernementales (ONG) qui appartiennent à l'ICVA, à Interaction ou au SCHR. Les non-membres de IASC, tels que les ONG nationales, peuvent être inclus. D'autres acteurs importants de l'action humanitaire, tels que les gouvernements hôtes et les donateurs, doivent être consultés.

Le coordonnateur humanitaire est responsable de la préparation annuelle du document d'appel global. L'Appel est lancé généralement en novembre pour accroître les possibilités de plaider et de mobilisation de ressources. Une mise à jour – l'examen semestriel – est présentée aux donateurs chaque année au mois de juin.

Les donateurs fournissent directement les ressources financières aux agences afin de donner suite à leurs projets. Le service chargé du suivi des contributions financières (FTS), placé sous le contrôle du Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), maintient une base de données permettant de vérifier les contributions des donateurs. Ces données sont disponibles sur le site Internet : www.reliefweb.int/fts

En résumé, le **CAP est un instrument permettant à la communauté humanitaire d'assister les populations en détresse et de leur fournir dans les meilleurs délais la protection et l'assistance dont elles ont besoin.**

ORGANISATIONS PARTICIPANT AUX APPELS GLOBAUX POUR L'ANNEE 2005:

AAH	CPA-LIRA	HIA	Non-Violence Int'l	TEWPA
ABS	CPAR	Horn Relief	NPA	UNAIDS
ACF/ACH	CPCD	HWA	NRC	UNDP
ACTED	CRC	IFRC	OCHA	UNESCO
ADRA	CREAF	ILO	OCPH	UNFPA
Africare	CRS	IMC	OHCHR	UN-HABITAT
Alisei	DDG	INTERMON	Open Continent	UNHCR
AMREF	DENAL	INTERSOS	Orphan's Aid	UNICEF
ARC	DRC	IOM	OXFAM-GB	UNIFEM
Atlas Logistique	EMSF	IRC	PAPP	UNMAS
AVSI	ERM	IRIN	PIN	UNODC
CAM	FAO	Islamic Relief	PRC	UNRWA
CARE Int'l	Fondn. Suisse Déminage	JVSF	RUFOU	UNSECOORD
CARITAS	GAA	KOC	SBF	VESTA
CEASOP	GPI	LIBA	SCF / SC-UK	VETAID
CESVI	HA	LSTG	SCU	WACRO
CIRID	HABEN	MAG	SERLO	WANEP/APDH
COLFADHEMA	Handicap Int'l	Mani Tese	SFP	WFP
COMED	HDIG	MAT	Solidarités	WHO
COOPI	HDO	MDA	TASO	WV Int'l
CORDAID	HFe.V	NE	TEARFUND	

TABLE DES MATIÈRES

TABLEAU II. LISTE DES PROJETS, PAR ORGANISATION.....	IV
TABLEAU III. LISTE DES PROJETS, PAR SECTEUR	VIII
FICHES DE PROJET	1
<i>Agriculture.....</i>	<i>1</i>
<i>Coordination et Services de Soutien</i>	<i>5</i>
<i>Éducation.....</i>	<i>8</i>
<i>Assistance Alimentaire</i>	<i>10</i>
<i>Santé</i>	<i>11</i>
<i>Multi-Secteur.....</i>	<i>24</i>
<i>Protection, Droits de l'Homme et Principes Legaux</i>	<i>25</i>
<i>Sécurité.....</i>	<i>27</i>
<i>Eau et Assainissement</i>	<i>28</i>
ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS	29

**Tableau II : Appel Global
République Centrafricaine 2005**

Liste des projets - par organisation

au 22 octobre 2004

<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 1 de 4

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
CARITAS			
CAF-05/H12	SANTE	Paquet minimum de services aux vieillards	55 000
Sous-total pour CARITAS			55 000
COOPI			
CAF-05/E02	EDUCATION	Renforcement aux actions de lutte à la discrimination de la minorité pygmée Aka et valorisation de son identité socio-culturelle	200 000
CAF-05/H11	SANTE	Appui à l'amélioration de l'état de santé de la population dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pendé	877 000
CAF-05/H10	SANTE	Renforcement des activités du centre de rééducation pour les handicapés moteurs de Bangui et promotion de l'insertion économique et sociale	290 000
Sous-total pour COOPI			1 367 000
FAO			
CAF-05/A02A	AGRICULTURE	Appui à la réhabilitation du système de production et de distribution de semences dans les zones sinistrées	663 000
CAF-05/A01A	AGRICULTURE	Appui au développement des jardins potagers dans une centaine d'écoles des zones les plus affectées par la crise	752 000
CAF-05/A04	AGRICULTURE	Evaluation épidémiologique et socio-économique de l'urgence sanitaire bovine dans le nord et l'est du pays et premières mesures sanitaires	536 484
CAF-05/A03	AGRICULTURE	Relance des activités d'aviculture en milieu urbain et périurbain par l'installation de couvoirs à Bangui, Bouar, Berberati et Bambari et Bossangoa pour la production de poussins d'un jour	480 800
Sous-total pour FAO			2 432 284
OCHA			
CAF-05/CSS01	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Coordination des Activités Humanitaires	534 861
Sous-total pour OCHA			534 861

Tableau II : Appel Global
République Centrafricaine 2005
 Liste des projets - par organisation
 au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 2 de 4

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
UNDP			
CAF-05/P/HR/RL02	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Composante 'sécurité pour le développement' du Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC)	1 075 000
CAF-05/P/HR/RL01	PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX	Mise en place d'un centre pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits	250 000
Sous-total pour UNDP			1 325 000
UNDP/UNSECOORD			
CAF-05/S01	SECURITE	Sécurisation de l'action humanitaire	864 000
Sous-total pour UNDP/UNSECOORD			864 000
UNFPA			
CAF-05/CSS02	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Identification des caractéristiques des personnes déplacées en RCA	249 700
CAF-05/H05	SANTE	Prévention des IST/VIH/SIDA parmi les hommes/femmes en uniforme	169 060
CAF-05/H08A	SANTE	Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles	246 800
CAF-05/H06B	SANTE	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	188 300
CAF-05/H09A	SANTE	Renforcement des soins obstétricaux d'urgence	418 700
Sous-total pour UNFPA			1 272 560
UNHCR			
CAF-05/MS01	MULTI-SECTEUR	Assistance multisectorielle aux personnes réfugiées en République Centrafricaine	1 942 105
Sous-total pour UNHCR			1 942 105

Tableau II : Appel Global
République Centrafricaine 2005
 Liste des projets - par organisation
 au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 3 de 4

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
UNICEF			
CAF-05/CSS03	COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN	Réouverture des sous bureaux de KAGA BANDORO et de BOSSANGO	390 000
CAF-05/E01	EDUCATION	Rétablissement de l'accès équitable à l'éducation de base aux enfants des 5 préfectures les moins accessibles de la République Centrafricaine	1 580 000
CAF-05/H13	SANTE	Prise en charge de cas malnutrition	430 800
CAF-05/H06C	SANTE	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	61 600
CAF-05/H07	SANTE	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA par la Prévention de la Transmission du Parent à l'Enfant (PTPE)	239 680
CAF-05/H02A	SANTE	Relance du Programme Elargi de Vaccination	2 798 000
CAF-05/H01	SANTE	Revitalisation des Soins de santé Primaires dans les zones affectées	531 120
CAF-05/WS01A	EAU ET ASSAINISSEMENT	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base	490 000
Sous-total pour UNICEF			6 521 200
WFP			
CAF-05/A02B	AGRICULTURE	Appui à la réhabilitation du système de production et de distribution de semences dans les zones sinistrées	531 000
CAF-05/A01B	AGRICULTURE	Appui au développement des jardins potagers dans une centaine d'écoles des zones les plus affectées par la crise	384 000
CAF-05/F01	ASSISTANCE ALIMENTAIRE	Assistance alimentaire aux populations affectées par les conflits	3 590 901
Sous-total pour WFP			4 505 901

Tableau II : Appel Global
République Centrafricaine 2005
 Liste des projets - par organisation
 au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 4 de 4

Code du projet	Secteur	Activité	Fonds requis
WHO			
CAF-05/H04	SANTE	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence en RCA	116 600
CAF-05/H08B	SANTE	Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles	106 600
CAF-05/H06A	SANTE	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	71 620
CAF-05/H02B	SANTE	Relance du Programme Elargi de Vaccination	1 049 400
CAF-05/H09B	SANTE	Renforcement des soins obstétricaux d'urgence	86 442
CAF-05/H03	SANTE	Renforcement du système de surveillance et de riposte aux épidémies	951 432
CAF-05/WS01B	EAU ET ASSAINISSEMENT	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base	58 300
Sous-total pour WHO			2 440 394
Grand Total:			23 260 305

**Tableau III : Appel Global
République Centrafricaine 2005**

Liste des projets - par secteur

au 22 octobre 2004

<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 1 de 3

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
AGRICULTURE			
CAF-05/A01A	FAO	Appui au développement des jardins potagers dans une centaine d'écoles des zones les plus affectées par la crise	752 000
CAF-05/A01B	WFP	Appui au développement des jardins potagers dans une centaine d'écoles des zones les plus affectées par la crise	384 000
CAF-05/A02A	FAO	Appui à la réhabilitation du système de production et de distribution de semences dans les zones sinistrées	663 000
CAF-05/A02B	WFP	Appui à la réhabilitation du système de production et de distribution de semences dans les zones sinistrées	531 000
CAF-05/A03	FAO	Relance des activités d'aviculture en milieux urbain et périurbain par l'installation de couvoirs à Bangui, Bouar, Berberati et Bambari et Bossangoa pour la production de poussins d'un jour	480 800
CAF-05/A04	FAO	Evaluation épidémiologique et socio-économique de l'urgence sanitaire bovine dans le nord et l'est du pays et premières mesures sanitaires	536 484
Sous-total pour AGRICULTURE			3 347 284
COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN			
CAF-05/CSS01	OCHA	Coordination des Activités Humanitaires	534 861
CAF-05/CSS02	UNFPA	Identification des caractéristiques des personnes déplacées en RCA	249 700
CAF-05/CSS03	UNICEF	Réouverture des sous bureaux de KAGA BANDORO et de BOSSANGOA	390 000
Sous-total pour COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN			1 174 561
EDUCATION			
CAF-05/E01	UNICEF	Rétablissement de l'accès équitable à l'éducation de base aux enfants des 5 préfectures les moins accessibles de la République Centrafricaine	1 580 000
CAF-05/E02	COOPI	Renforcement aux actions de lutte à la discrimination de la minorité pygmée Aka et valorisation de son identité socio-culturelle	200 000
Sous-total pour EDUCATION			1 780 000
ASSISTANCE ALIMENTAIRE			
CAF-05/F01	WFP	Assistance alimentaire aux populations affectées par les conflits	3 590 901
Sous-total pour ASSISTANCE ALIMENTAIRE			3 590 901

**Tableau III : Appel Global
République Centrafricaine 2005**

Liste des projets - par secteur
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 2 de 3

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
SANTE			
CAF-05/H01	UNICEF	Revitalisation des Soins de santé Primaires dans les zones affectées	531 120
CAF-05/H02A	UNICEF	Relance du Programme Elargi de Vaccination	2 798 000
CAF-05/H02B	WHO	Relance du Programme Elargi de Vaccination	1 049 400
CAF-05/H03	WHO	Renforcement du système de surveillance et de riposte aux épidémies	951 432
CAF-05/H04	WHO	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence en RCA	116 600
CAF-05/H05	UNFPA	Prévention des IST/VIH/SIDA parmi les hommes/femmes en uniforme	169 060
CAF-05/H06A	WHO	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	71 620
CAF-05/H06B	UNFPA	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	188 300
CAF-05/H06C	UNICEF	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA	61 600
CAF-05/H07	UNICEF	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA par la Prévention de la Transmission du Parent à l'Enfant (PTPE)	239 680
CAF-05/H08A	UNFPA	Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles	246 800
CAF-05/H08B	WHO	Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles	106 600
CAF-05/H09A	UNFPA	Renforcement des soins obstétricaux d'urgence	418 700
CAF-05/H09B	WHO	Renforcement des soins obstétricaux d'urgence	86 442
CAF-05/H10	COOPI	Renforcement des activités du centre de rééducation pour les handicapés moteurs de Bangui et promotion de l'insertion économique et sociale	290 000
CAF-05/H11	COOPI	Appui à l'amélioration de l'état de santé de la population dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pendé	877 000
CAF-05/H12	CARITAS	Paquet minimum de services aux vieillards	55 000
CAF-05/H13	UNICEF	Prise en charge de cas malnutrition	430 800
Sous-total pour SANTE			8 688 154
MULTI-SECTEUR			
CAF-05/MS01	UNHCR	Assistance multisectorielle aux personnes réfugiées en République Centrafricaine	1 942 105
Sous-total pour MULTI-SECTEUR			1 942 105

**Tableau III : Appel Global
République Centrafricaine 2005**

Liste des projets - par secteur
au 22 octobre 2004
<http://www.reliefweb.int/fts>

Informations compilées par OCHA sur la base des données fournies par les organisations participant à l'appel

Page 3 de 3

Code du projet	Agence	Activité	Fonds requis
PROTECTION/DROITS DE L'HOMME/PRINCIPES LEGAUX			
CAF-05/P/HR/RL01	UNDP	Mise en place d'un centre pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits	250 000
CAF-05/P/HR/RL02	UNDP	Composante 'sécurité pour le développement' du Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC)	1 075 000
Sous-total pour PROTECTION/DROITS DE L' HOMME/PRINCIPES LEGAUX			1 325 000
SECURITE			
CAF-05/S01	UNDP/UNSECOORD	Sécurisation de l'action humanitaire	864 000
Sous-total pour SECURITE			864 000
EAU ET ASSAINISSEMENT			
CAF-05/WS01A	UNICEF	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base	490 000
CAF-05/WS01B	WHO	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base	58 300
Sous-total pour EAU ET ASSAINISSEMENT			548 300
Grand Total			23 260 305

AGRICULTURE

Agences	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
Titre du Projet	Appui au développement des jardins potagers dans une centaine d'écoles des zones les plus affectées par la crise.
Code du Projet	CAF-05/A01AB
Secteur	Agriculture
Objectif	Amélioration de la sécurité alimentaire des enfants et des conditions d'enseignement dans les écoles
Bénéficiaires	Elèves d'une centaine d'écoles des préfectures les plus touchées par les conflits armés (Bangui, Kémo, Ouham, Ouham- Pendé, Nana- Grébizi, Ombella –Mpoko).
Partenaires	UNICEF, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère de l'Éducation Nationale, Association des Parents d'Élèves, ONG.
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 1 136 000

Résumé

L'évaluation de la situation humanitaire réalisée en février-mars dernier fait état d'une situation alimentaire très préoccupante (14 % de malnutrition) parmi les enfants, les vieillards mais aussi des adultes dits « sains » plus particulièrement dans la zone des conflits. Les enseignements ont repris tant bien que mal mais les problèmes persistent : non paiement des salaires des enseignants, absence de fournitures et manuels scolaires pour les élèves, absence de matériel pédagogique pour les enseignants, manque de portes et fenêtres sur les bâtiments scolaires. Ces contraintes sont autant de freins à la fréquentation scolaire.

Objectif

Permettre à environ 100 écoles primaires des zones les plus affectées d'entreprendre des activités agricoles complémentaires à l'enseignement général tout en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire des enfants de la communauté environnante mais aussi des conditions d'enseignement.

Activités

- Fourniture de semences vivrières et maraîchères et autres intrants agricoles adaptés.
- Appui à l'encadrement technique et pédagogique.
- Coopération et coordination avec les ONG du sous secteur et les APE.
- Création d'un Fond d'Aide au Développement des Ecoles à partir des productions des élèves afin d'assurer la pérennité de l'action engagée.
- Assistance humanitaire dans le cadre d'un programme « vivre contre travail » pour la préparation de 2 000 planches, soit 20 planches par école.

Résultats

- 10 000 élèves auront reçu un apprentissage des techniques agricoles et de maraîchage.
- Les Ecoles auront constitué leurs réserves en intrants pour assurer la campagne suivante.
- 5 000 parents d'élèves auront reçu une aide alimentaire dans le cadre du programme PAM de « Nourriture contre travail ».

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	FAO	PAM
Coûts directs d'opérations	55 000	
Coûts d'appui direct	648 000	384 000
Coûts d'appui indirect (6.5%)	49 000	
Sous-total	752 000	384 000
Total	1 136 000	

AGRICULTURE

Agences	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) et PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
Titre du projet	Appui à la réhabilitation du système de production et de distribution de semences dans les zones sinistrées
Code du projet	CAF-05/A02AB
Secteur	Agriculture
Objectif	Reconstituer le capital semencier des agriculteurs les plus vulnérables dans la zone sinistrée afin de leur permettre d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans les 3 ans à venir.
Bénéficiaires	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés (Kémo, Ouham, Ouham- Pendé, Nana- Grébizi, Ombella-Mpoko)
Partenaires	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 1 194 000

Résumé

Les agriculteurs ont été contraints d'abandonner leurs exploitations du fait de l'insécurité. Leurs stocks de semences ont été pillés ou consommés pour faire face à la pénurie. Le projet se propose d'aider les agriculteurs de retour dans leurs villages à reconstituer leurs stocks de semences certifiées afin de contribuer efficacement à la sécurité alimentaire des populations environnantes et ce de façon pérenne. Pour assurer la fourniture de semences de qualité aux agriculteurs l'ICRA reconstituera ses groupements d'agriculteurs producteurs semenciers pour que ceux-ci, avec l'aide du programme « travail contre vivres », produisent des semences de qualité. Celles-ci seront distribuées sous forme contractuelle par l'ACDA auprès des agriculteurs les plus démunis pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins tout en constituant le fond d'une Banque de Semences. Cette dernière devra assurer non seulement la diffusion des semences mais aussi la pérennité du système.

Objectif : Rétablir l'accès aux semences de base et aux semences certifiées (vivrières et potagères), respectivement aux groupements des producteurs semenciers et aux agriculteurs les plus vulnérables. Soient 5 500 agriculteurs dans les préfectures les plus touchées afin qu'ils soient à même d'assurer leur propre sécurité alimentaire dès 2006 et celle des populations environnantes dès 2008.

Activités

- Réhabilitation des capacités de production, de contrôle et de diffusion des semences de base auprès des groupements des producteurs semenciers de l'ICRA.
- Assistance alimentaire aux groupements des producteurs semenciers et aux agriculteurs les plus vulnérables en « vivre contre travail » pendant la période des semis d'une part et pendant la récolte d'autre part pour assurer la protection des semences et le renforcement du capital humain.
- Constitution d'une Banque de Semences dans chacune des préfectures concernées.

Résultats

25 000 familles auront reçu de nouvelles semences en 2006 et 100 000 familles en 2008.

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	FAO	PAM
Coût d'opération direct	120 000	
Coût d'appui direct	500 000	531 000
Coût d'appui indirect (7%)	43 000	
Sous-total	663 000	531 000
Total	1 194 000	

AGRICULTURE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)
Titre du projet	Relance des activités d'aviculture en milieux urbain et périurbain par l'installation de couvoirs à Bangui, Bouar, Berberati, Bambari et Bossangoa pour la production de poussins d'un jour
Code du projet	CAF-05/A03
Secteur	Agriculture
Bénéficiaires	Populations des préfectures les plus touchées par les conflits armés (Bangui, Kémo, Ouham, Ouham Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko)
Partenaires	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Objectif	Pallier le déficit en protéines animales dans les zones concernées en permettant à quelques 5 500 éleveurs de reprendre des activités de production d'œufs et de poulets
Fonds requis	US\$ 480 800

Résumé

Les résultats de la dernière mission d'analyse de la situation humanitaire fait en février-mars 2004 font état d'un taux de malnutrition de 12 à 14 % dans les zones les plus affectées. Contribue à cet état l'absence de protéines animales dont la production avicole est un important pourvoyeur. Celle-ci a été très affectée par les derniers conflits. Non seulement toute la production avicole centrafricaine dépend de l'importation de poussins d'un jour mais celle-ci se limite à Bangui et ses environs. Les zones sinistrées n'ont plus accès à ce type d'élevage. Compte tenu de la précarité des exploitations agricoles et du pillage de leurs outils de productions, le petit élevage est le premier à avoir été décimé. Il en a résulté un fort déficit en protéines animales dans la ration alimentaire des populations les plus vulnérables.

Objectif

Couvrir les besoins en protéines animales par la relance de la production d'œufs et de poulets de chair dans chacune des préfectures concernées.

Activités

- Installation des centres- pilotes de production et de diffusion des poussins d'un jour à partir des œufs fécondés importés à prix abordable dans un premier temps, et ensuite des œufs provenant des races améliorées à partir des espèces locales.
- Production de races aviaires locales par des croisements avec des souches importées.
- Identification des groupes d'éleveurs et mise en place de contrats de production avec le reversement d'une partie de celle-ci au groupement dans le cadre d'un fond de développement pour assurer l'extension et la pérennité du système.
- Installation d'unités pilote de mélange d'aliments pour la confection de rations alimentaires équilibrées. Ces unités seront gérées par les groupement d'éleveurs.
- Le projet apportera l'appui technique et assurera la formation du personnel affecté à ces unités
- Appui pour la protection sanitaire des poulets en facilitant l'acquisition des vaccins nécessaires pour lutter contre les épidémies courantes. Ces opérations sanitaires feront partie des contrats de production.
- Le projet apportera une assistance technique pour la mise en place des programmes de vaccination et pour le suivi sanitaire au niveau des élevages.

Résultats

- Cinq centres de production de poussins d'un jour installés et fonctionnels sur le territoire.
- 5 millions de poussins d'un jour produits et vendus en 18 mois.
- 5 500 éleveurs installés et opérationnels en 12 mois.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coût d'opération direct	87 500
Coût d'appui direct	361 800
Coût d'appui indirect (6.5%)	31 500
Total	480 800

AGRICULTURE

Agence	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION (FAO)
Titre du projet	Evaluation épidémiologique et socio-économique de l'urgence sanitaire bovine dans le nord et l'est du pays et premières mesures sanitaires
Code du projet	CAF-05/A04
Secteur	Agriculture
Objectif	Evaluation de l'état d'urgence sanitaire du cheptel bovin et de l'impact socio-économique
Bénéficiaires	Populations de la préfecture de Vakaga et du Haut Mboumou
Partenaires	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Ministère des Eaux et Forêts et de la Pêche
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 536 484

Résumé

Le témoignage d'un médecin d'une ONG internationale en poste à Birao, chef lieu de la Vakaga, pendant ces 15 derniers mois, fait état d'une dégradation alarmante de l'état sanitaire du cheptel bovin et de la population cynégétique de la région (hippopotames, buffles). Ce dernier prend toute son importance dès lors qu'il a été confirmé quelques jours plus tard par les services compétents Agence Nationale pour le Développement de l'Élevage (ANDE), du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAE). Ces animaux seraient atteints, entre autres affections, par une forme résistante de trypanosomose. Or ces populations d'éleveurs tirent 80% de leurs revenus du gros bétail. Si rien n'est entrepris rapidement leur situation économique deviendra extrêmement précaire.

De fortes présomptions ayant été anticipés également par les services techniques de la FAO au Soudan et au Tchad et compte tenu de la gravité de la pathologie observée, il a été convenu entre la FAO, l'UNICEF, le PAM et le MAE qu'une intervention rapide et forte est impérative. Il est d'autant plus urgent d'intervenir rapidement que la crise risque de s'étendre très largement sur l'ensemble du territoire avec le début de la saison de transhumance (Octobre 2004).

Objectif

- Confirmer et évaluer l'impact socio-économique du phénomène pathologique animal
Mettre en œuvre les moyens d'interventions sanitaires d'urgence et de prévention en matière de santé animale et préparer le terrain pour lever l'obstacle sanitaire.
- Constituer un dépôt pharmaceutique vétérinaire suffisant pour que les Groupements d'Intérêt Pastoral (GIP) puissent traiter durablement leur cheptel.

Activités

- Réalisation de prélèvements et d'analyses pour valider les suspicions.
- Formulation d'un projet pour limiter l'impact de la trypanosomose et d'autres affections du cheptel bovin en concertation avec les pays de la sous région (Soudan, Tchad).
- Fourniture du matériel et des produits de diagnostic de base.
- Constitution d'un dépôt de médicaments vétérinaires pour traiter dans un premier temps une masse critique estimée à 40 000 têtes dont le stock servira de capital initial pour en assurer la pérennité et l'extension sur l'ensemble du cheptel par les GIP.
- Renforcement des moyens de prévention et d'intervention pour soigner les troupeaux.

Résultats

- A travers le fond de roulement l'ensemble du cheptel concerné est traité sur la saison 2005-06.
- les GIP ont un accès permanent aux médicaments avec un rapport qualité/prix adaptés.
- Renforcement des capacités des antennes locales de l'ANDE.
- Etat sanitaire du cheptel amélioré et impact socio-économique minimisé.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Matériel et équipement (Médicaments, réactifs, microscopes, motos, etc...)	340 741
Expertise Nationale et Internationale	133 000
Frais généraux de fonctionnement	30 000
Coût d'appui indirect (6.5%)	32 743
Total	536 484

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN

Agence	BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)
Titre du Projet	Coordination des Activités Humanitaires
Code du Projet	CAF-05/CSS01
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	Faciliter la coordination humanitaire stratégique et opérationnelle et améliorer l'impact de l'assistance humanitaire et le soutien aux acteurs humanitaires
Bénéficiaires	Toute la population de la zone de conflit (70% de la population totale du pays) et les acteurs humanitaires
Durée du Projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 534 861

Résumé

Depuis le début de l'année 2004, OCHA appuie les efforts relatifs à la mise en relief du degré de vulnérabilité humaine en Centrafrique. Cet appui s'est traduit notamment par le déploiement d'une série de missions dont celle de l'Envoyé spécial du Secrétaire général adjoint chargé des Affaires humanitaires, Ramiro Lopes da Silva, et le déploiement temporaire d'un Conseiller humanitaire auprès du Coordonnateur résident à Bangui.

Le besoin d'assister l'équipe-pays dans l'élaboration d'une réponse coordonnée et adéquate aux crises humanitaires, de renforcer l'intervention et élargir l'espace humanitaire et d'amorcer le passage de l'action humanitaire vers le programme postcrise et développement, entre dans le mandat de OCHA et exige un renforcement de ses services et moyens d'action.

Objectif

Faciliter la coordination humanitaire stratégique et opérationnelle et améliorer l'impact de l'assistance humanitaire et le soutien aux acteurs humanitaires.

Activités

- Renforcer le système de collecte, de traitement et de diffusion de l'information humanitaire.
- Appui à l'élaboration, finalisation et actualisation du CAP et plan de contingence.
- Encourager et faciliter le travail des groupes thématiques et géographiques.
- Organiser et assurer le suivi des missions exploratoires et d'évaluation rapide.
- Plaidoyer actif pour le respect des principes humanitaires et des principes directeurs relatifs aux personnes déplacées dans leur pays.
- Plaidoyer actif auprès au près des différents acteurs pour leur implication dans la résorption de la crise.
- Appui au développement d'une culture de responsabilisation des communautés, de l'Etat et des partenaires.
- Appui à la promotion et au développement du mouvement associatif en RCA.

Tout en facilitant le renforcement de mécanismes de sécurité au profit de tous les acteurs humanitaires, OCHA s'efforce également d'engager un plaidoyer actif auprès des autorités locales et des acteurs clés sur la problématique d'accès aux populations les plus affectées, d'élargissement de l'espace humanitaire, et de protection des civils. Le nécessaire reprise en main par tous les services de l'Etat de leurs responsabilités premières (dans les domaines de la sécurité, de la facilitation du retour des familles déplacées et de l'appui aux plus démunis), sera opportunément rappelée par OCHA dans ses démarches quotidiennes.

Résultats

Améliorer l'impact de l'assistance humanitaire auprès des populations vulnérables et le soutien aux zones post- conflit.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Frais du personnel	278 408
Frais d'exploitation	191 453
Frais d'appui au programme	65 000
Total	534 861

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)
Titre du projet	Identification des caractéristiques des personnes déplacées en RCA
Code du projet	CAF-05/CSS02
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	Faciliter le retour et l'intégration des personnes déplacées dans les diverses préfectures
Bénéficiaires	Personnes déplacées sur l'ensemble du territoire
Partenaires	Ministères des Affaires Sociales, Bureau Régional du Plan, OCHA, PNUD, ONG internationales et locales, ASSOMESCA
Durée du projet	Janvier - juin 2005
Fonds requis	US\$ 249 700

Résumé

Il existe un manque de données fiables sur le nombre de personnes déplacées en RCA. La collecte et l'analyse des informations sur les personnes déplacées ou autres groupes vulnérables sont fragmentées et incomplètes (selon les préfectures et au gré des missions). Il en résulte un manque d'information sur les besoins humanitaires et la réponse nécessaire en vue d'assurer la prise en charge de ces populations vulnérables. Ce projet vise à développer une méthodologie d'identification des personnes déplacées désireuses de retourner dans leur communauté d'origine au niveau de 2 préfectures pilotes, à savoir l'Ouham et l'Ouham -Pendé qui ont vu leur population se déplacer en dehors des grandes villes et dans les forêts. Ce projet s'insère dans le cadre de la stratégie humanitaire commune en RCA et permettra aux différents acteurs d'avoir une meilleure connaissance des besoins de ce groupe vulnérable et d'y répondre de manière plus adaptée et coordonnée.

Activités

- Elaborer un questionnaire pour l'identification, l'enregistrement et la catégorisation des déplacés.
- Formations des enquêteurs.
- Collecte des informations.
- Analyse et dissémination des données sur les déplacés.

Résultats

Une base de données disponible et fiable sur les déplacés, leur communauté d'origine et leurs besoins immédiats en vue d'un retour.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Collecte de donnée et analyse de l'information (y compris le personnel) : un expert (2 x 1 mois et demi) et les enquêteurs dans les préfectures ciblées	100 000
Formation des enquêteurs et partenaires sur le terrain	50 000
Production du matériel de collecte de données	30 000
Production d'un document de diffusion aux partenaires	5 000
Appui aux institutions locales (Représentation préfectorale du Ministère des affaires sociales, bureaux régionaux du Plan, etc.)	50 000
Coûts administratifs (7%)	14 700
Total	249 700

COORDINATION ET SERVICES DE SOUTIEN

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Réouverture des sous-bureaux de Kaga Bandoro et Bossangoa
Code du projet	CAF-05/CSS03
Secteur	Coordination et services de soutien
Objectif	Assurer une assistance de proximité aux populations vivant dans la zone de conflit
Bénéficiaires	Toute la population de la zone de conflit (70% de la population totale du pays)
Partenaires	PNUD, OMS, FAO, PAM
Durée du projet	Juin - décembre 2004
Fonds requis	US\$ 390 000

Objectif

Assurer une présence effective dans la zone de conflit afin d'avoir un meilleur suivi de la situation sociale, sécuritaire et politique, de réagir à temps en cas d'éventuels problèmes et de mieux orienter l'assistance humanitaire vers les populations vivant dans la zone de conflit.

Activités

- Réhabilitation des Sous-Bureaux de Bossangoa et de Kaga-Bandoro.
- Achat de véhicules pour assurer les liaisons avec le niveau central et pour effectuer des missions de terrain.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Réhabilitation des 2 S/B	170 000
Equipement de télécommunications (y compris un mini VSat)	120 000
Achat de groupe électrogène de 10 kva	30 000
Equipement informatique	20 000
Matériels et fournitures de bureau	20 000
Coûts opérationnels	30 000
Total	390 000

EDUCATION

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du Projet	Rétablissement de l'accès équitable à l'éducation de base des enfants des 5 préfectures les moins accessibles de la RCA
Code du projet	CAF-05/E01
Secteur	Éducation
Objectif	Assurer le respect du droit à l'éducation des enfants en âge scolaire des 5 préfectures les moins accessibles de la RCA
Bénéficiaires	Populations des 5 préfectures les moins accessibles du pays, particulièrement les enfants en âge scolaire, soit 663 804 personnes dont 106 209 enfants en âge scolaire
Partenaires	Gouvernement
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 1 580 000

Résumé

- Rétablir l'accès géographique à l'enseignement aux enfants scolarisables des 5 préfectures les moins accessibles du pays.
- Rendre fonctionnelles 2 725 salles de classes dans ces zones.

Activités

- Ouvertures et équipement de 2 725 salles de classes.
- Formation accélérée des enseignants.
- Équipement des enseignants et élèves avec le minimum de matériel et fournitures.
- Appui à la supervision et à la gestion des écoles.

Résultats

- Au moins 2.725 structures d'accueil (salles) créées, équipées en tableaux et tables- bancs et fonctionnels pour la scolarisation des enfants privés d'écoles.
- Au moins 2.725 « agents parents » formés.
- Des responsables communautaires formés pour la gestion des écoles.
- Retour au fonctionnement normal du système éducatif.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Appui technique	150 000
Gestion des données et Planification sectorielle	50 000
Appui à la réhabilitation des écoles affectées par le conflit	100 000
Fourniture des bancs scolaires	600 000
Fournitures scolaires	400 000
Développement de modèles de développement communautaire et matériels IEC en soutien à l'éducation des jeunes filles	100 000
Suivi pédagogique des écoles	50 000
Formation de 2 725 maîtres d'écoles (1 par salle de classe dans le primaire)	100 000
10 motocyclettes pour les inspections de l'éducation	30 000
Total	1 580 000

EDUCATION

Agence	COOPERAZIONE INTERNAZIONALE (COOPI)
Titre du projets	Renforcement des actions de lutte contre la discrimination de la minorité pygmée Aka et valorisation de son identité socio-culturelle
Code du projet	CAF-05/E02
Secteur	Éducation
Objectif	Favoriser l'accès à l'éducation primaire des enfants pygmés Aka
Bénéficiaires	Enfants pygmées de la préfecture de la Lobaye (3.550 enfants entre 6 et 14 ans, dont seuls 10% sont scolarisés)
Partenaires	N/A
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 200 000

Résumé

L'action proposée, conçue dans le cadre du projet « Renforcement des actions de lutte contre la discrimination de la minorité pygmée Aka et valorisation de son identité socio-culturelle », vise à favoriser l'intégration des enfants pygmées dans le système scolaire. L'absence des enfants pygmées du système scolaire national est un des facteurs qui contribue à aggraver la condition d'exclusion des Aka de la société centrafricaine.

Objectif

Favoriser l'accès des enfants pygmées Aka à l'éducation primaire.

Activités

Le projet propose l'intégration des enfants pygmées dans le système scolaire (formel et informel) à travers:

- La construction de bâtiments scolaires dans les campements les plus éloignés pour les rendre plus accessibles aux enfants pygmées ;
- L'identification des enseignants et leur formation sur la méthode ORA (observer, réfléchir, agir) qui est un instrument pédagogique fondamental pour faciliter l'apprentissage des enfants pygmées dans les écoles de pré-scolarisation;
- La sensibilisation dans les campements sur la nécessité d'envoyer les enfants à l'école à travers l'utilisation des boîtes à images et des groupes théâtraux.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Construction des bâtiments	80 000
Formation des enseignants	10 000
Sensibilisation	20 000
Coût de fonctionnement	90 000
Total	200 000

Agence	PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
Titre du projet	Assistance alimentaire aux populations affectées par les conflits
Code du projet	CAF-05/F01
Secteur	Assistance alimentaire
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Couvrir les besoins alimentaires les plus urgents des personnes les plus vulnérables • Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des ménages des populations affectées encore tributaires de l'aide alimentaire • Faciliter la relance économique des personnes retournées et renforcer leur capacité de faire face aux chocs
Bénéficiaires	250 000 personnes
Partenaires	N/A
Durée du projet	Janvier - juin 2005
Fonds requis	US\$ 3 590 901

Résumé

Jusqu'en avril 2004, et sur la base des résultats de l'étude sur la cartographie de la vulnérabilité (VAM), 91% des ménages dans la zone affectée par les conflits continuaient à vivre dans l'insécurité et la violence. Cette situation, qui les a éloignés de leurs terres agricoles, a occasionné une baisse considérable de revenus dans près de 78% des ménages avec des répercussions sévères sur l'état nutritionnel des plus vulnérables et sur la sécurité alimentaire des ménages.

La zone d'intervention ciblée accuse un important déficit céréalier qui a occasionné une consommation excessive de manioc, riche en énergie mais très pauvre en vitamines et protéines. La malnutrition chronique modérée touche 30% d'enfants en milieu rural. Le taux d'émaciation modérée est de 8%, et 1% sous sa forme sévère.

Ce projet est la réponse du PAM à la présente crise. L'appui sollicité permettra de couvrir les besoins les plus urgents des personnes retournées et groupes vulnérables ciblés pour les six premiers mois de l'année 2005.

Objectifs

- Couvrir les besoins alimentaires les plus urgents des personnes les plus vulnérables par l'apport d'aliments fortifiés en micro nutriments.
- Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des ménages des populations affectées encore tributaires de l'aide alimentaire par la valorisation du capital humain et le renforcement de leurs moyens de production agricole.
- Faciliter la relance économique des personnes retournées et renforcer leur capacité de faire face aux chocs.

Activités

- Alimentation scolaire d'urgence auprès de 100.000 enfants scolarisés des personnes retournées dans les zones les plus affectées.
- Soutien nutritionnel aux groupes vulnérables ciblés (Enfants malnutris, Femmes enceintes et allaitantes, PVVIH et Orphelins).
- Assistance alimentaire aux communautés des producteurs pour la protection de semences, la réhabilitation du système de production semainière et l'acquisition des nouveaux actifs.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coût d'opération direct	3 029 104
Coût d'appui direct	326 878
Coût d'appui indirect (7%)	234 919
Total	3 590 901

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Revitalisation des soins de santé primaires dans les zones affectées
Code du projet	CAF-05/H01
Secteur	Santé
Objectif	Rendre les services de santé de qualité accessibles aux populations des zones touchées par les conflits
Bénéficiaires	1 100 000 personnes dont 200 000 enfants de moins de 5 ans
Partenaires	Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et ONGs internationales (COOPI)
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 631,120
Fonds requis	US\$ 531,120

Résumé

L'Unicef est l'agence chef de file du Projet qui devra permettre au système de santé des zones fortement touchées par le conflit de re-fonctionner. Les interventions d'urgence menées en 2004 ont permis de toucher 50% des zones concernées, grâce à une dotation de médicaments essentiels, d'équipement médical et de moustiquaires imprégnées aux insecticides.

Objectif

Rendre les services de santé de qualité accessibles aux populations des zones touchées par les conflits, notamment les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Activités

- Réhabilitation de 140 PS et 10 CS ; (2 000 S\$ par PS et 4 00 US\$ par CS).
- Dotation de Médicaments Essentiels Génériques (y compris ceux concernant la prise en charge des IST et des IO).
- Equipement médical pour 70 PS et 10 CS.
- Distribution gratuite de MII à 5000 enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes.
- Formation de 190 agents de santé sur la prise en charge des enfants malades, lutte contre le paludisme et système d'information sanitaire ; 190 agents ont été formés en 2004.
- Supervision ; contrôle et suivi des interventions essentielles.
- Mobilisation sociale.

Résultats

- 140 Postes de Santé et 10 Centres de Santé sont rendus opérationnels.
- les capacités techniques de prise en charge des malades, surtout les enfants, sont renforcées.
- 5,000 enfants de moins de 5 ans et femmes enceintes sont protégées contre le paludisme.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Staff	40 000
Coûts de la mise en œuvre et coûts opérationnels	563 500
Approvisionnements	133 000
Réhabilitation	320 000
Formation	15 000
Supervision	15 000
Contrôle et suivi	20 000
Mobilisation sociale	10 000
Carburant & lubrifiants	10 500
Coûts administratifs ou de gestion (12%)	67 620
Budget total du projet	631 120
Moins ressources disponibles	100 000
Total	531 120

Agences	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) ET ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Relance du Programme Elargi de Vaccination
Code du projet	CAF-05/H02AB
Secteur	Santé
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 80% des enfants de 0 à 11 mois vivant dans les zones affectées par les conflits (Ouham, Ouham-Pendé, Kémo, Nana-Gribizi, Ombella Mpoko) sont totalement et correctement vaccinés contre les maladies cibles du PEV 100% des enfants de 0 à 59 mois sont vaccinés contre la polio et reçoivent une capsule de vitamine A lors de chaque campagne de vaccination (AVS) dans l'ensemble du pays
Bénéficiaires	Ensemble du pays: 695 328 enfants de moins de 5 ans, 1 805 000 enfants de 6 mois à 14 ans Zones affectées: 40 000 enfants de moins de 1 ans
Partenaires	Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et ONGs internationales (COOPI)
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 3 947 400
Fonds requis	US\$ 3 847 400

Résumé

Le Projet est justifié par l'existence de nombreux cas de polio sauvage détectés en RCA depuis le début de l'année (14 cas) et par l'extrême faiblesse de l'offre de services de vaccination dans l'ensemble de la zone concernée.

Objectif

Au moins 80% des enfants de 0 à 11 mois sont correctement vaccinés contre les maladies ciblées du PEV et 100% des enfants de 0 à 59 mois sont vaccinés contre la polio lors des 2 campagnes.

Activités

- Equipements en chaîne de froid, moyens de transports dans 40% des centres touchés.
- Relancer les activités de vaccination à travers des stratégies avancées et mobiles.
- Organiser les activités supplémentaires de vaccination contre la poliomyélite (2 campagnes).
- Organiser une campagne nationale de vaccination contre la rougeole chez les enfants de 6 mois à 14 ans.
- Assurer le suivi des activités ; renforcer les capacités des agents de santé dans les zones non touchées.

Résultats

- La chaîne de froid est totalement restaurée dans les zones touchées par le conflit.
- Les systèmes d'approvisionnement et de supervision sont restaurés dans les zones de conflit.
- Au moins 80% des enfants de moins de 1 an sont protégés contre les maladies cibles du PEV dans les zones touchées par les conflits.
- La chaîne de transmission de la polio est rompue dans l'ensemble du pays.
- Les épidémies de rougeole sont contrôlées.

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	UNICEF	OMS
Coûts du staff (Consultant national)	70 000	0
Coûts d'intervention ou opérationnels	2 517 500	900 000
Coût administratif ou de gestion	310 500	149 400
Budget total	2 898 000	1 049 400
Moins ressources disponibles	100 000	0
Total	2,798 000	1 049 400

SANTÉ

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Renforcement du système de surveillance et de riposte aux épidémies
Code du projet	CAF-05/H03
Secteur	Santé
Objectif	Renforcer le dispositif de détection précoce et de riposte rapide aux épidémies
Bénéficiaires	Population des préfectures les plus touchées par les conflits armés (Kémo, Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi et Ombella-Mpoko), soit 1 100 000 personnes
Partenaires	Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) et Croix Rouge Centrafricaine (CRCA)
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 1 252 662
Fonds requis	US\$ 951 432

Résumé

On note l'explosion des épidémies dans les zones du projet, la détérioration des moyens de communication et l'insuffisance de détection précoce des maladies (poliomyélite, méningite, rougeole, dysenterie bacillaire, fièvre hémorragique virale, choléra et hépatite E). Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du dispositif de détection et de riposte rapide aux épidémies dans les zones affectées par les conflits.

Objectif

Renforcer le dispositif de détection précoce et de riposte rapide aux épidémies.

Activités

- Reconstituer le Stock de sécurité des médicaments, vaccins et consommables.
- Renforcer le système de communication (Radio HF).
- Doter les laboratoires (réseau du Laboratoire national et l'Institut Pasteur de Bangui) en équipements et réactifs pour la confirmation des épidémies.
- Renforcer les capacités techniques des agents de santé en surveillance épidémiologique intégrée et riposte.
- Assurer la riposte rapide aux épidémies.
- Assurer le suivi des activités.

Résultats

- La détection précoce des épidémies est assurée.
- La prise en charge des épidémies est adéquate.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Coûts du personnel (5 Points focaux, 6 chauffeurs et 1 International)	301 229
Coûts opérationnels	815 981
• surveillance des maladies épidémiques	536 500
• renforcement des capacités	150 000
• suivi/évaluation	60 000
• Coût d'Appui au Projet	69 481
Évaluation et rédaction du Rapport	81 597
Coûts administratifs (7%)	53 854
Budget total	1 252 662
Moins ressources disponibles	301 229
Total	951 432

Agence	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Coordination des programmes de santé en situation d'urgence
Code du projet	CAF-05/H04
Secteur	Santé
Objectif	Faciliter la coordination des activités de santé dans les zones affectées
Bénéficiaires	Préfectures de l'Ouham, l'Ouham-Pendé, la Nana-Gribizi et de l'Ombella-Mpoko totalisant environ 1 100 000 habitants, soit 35% de la population de la RCA
Partenaires	MSP et ONG
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 116 600

Résumé

La violence des dernières années a entraîné une diminution drastique de l'accès aux soins de santé essentiels. L'OMS avec l'appui de ECHO va ouvrir un bureau à Bossangoa pour appuyer les acteurs humanitaires dans les évaluations conjointes de besoins, la surveillance des maladies épidémiques et la circulation des informations sanitaires

L'OMS va aussi appuyer les partenaires en mettant à leur disposition les normes et standard des prestations.

Activités

1. Organiser des missions d'évaluation des besoins de santé.
2. Collecter, analyser et diffuser l'information sanitaire auprès des partenaires.
3. Diffuser des guides techniques, des protocoles et du matériel d'IEC à tous partenaires.
4. Organiser 6 ateliers de planification des activités de santé en situation d'urgence à l'intention des cadres nationaux et des chargés de programme des organisations humanitaires.

Résultats

- Connaissance de la situation sanitaire et suivi des tendances des maladies.
- Réponse du secteur de la santé bien coordonnée.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel International (couvert par ECHO)	181 263
Personnel local	20 000
Coûts opérationnels	80 000
Suivi, évaluation et rédaction de rapports	10 000
Coûts d'appui au programme	6 600
Total	116 600

SANTÉ

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP)
Titre du projet	Prévention des IST/VIH/SIDA parmi les hommes et femmes en uniforme
Code du projet	CAF-05/H05
Secteur	Santé
Objectif	Renforcer les activités de prévention et de dépistage, des IST/VIH/SID parmi les hommes et femmes en uniforme basés à Bangui, Bossangoa, Bozum, Bouar, Sibut, Kaga-Bandoro, et leurs familles
Bénéficiaires	20,000 hommes et femmes en uniforme et leur famille dans les différentes garnisons de Bangui, Bossangoa, Bozum, Bouar, Sibut, Kaga Bandoro
Partenaires	Ministère de la Défense, Ministre de la Santé Publique, Comité National de Lutte contre le SIDA, Comité Militaire de Lutte contre le SIDA, Services de Santé de l'Armée Nationale, OMS
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 169 060

Résumé

Selon la cartographie du VIH de 2002, le taux moyen de prévalence moyen du VIH/SIDA en RCA est estimé à 15%. Bien que peu de données existent sur les hommes/femmes en uniforme, des enquêtes menées dans d'autres pays ont démontré que cette partie de la population constitue un groupe à risque. Cependant, à ce jour, seul l'OMS a mis en œuvre des activités visant ce groupe cible. Le présent projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie humanitaire commune pour la RCA ainsi que du Plan National de Lutte contre le SIDA qui cite les forces armées comme étant un groupe prioritaire. Ce projet appuiera également l'initiative de l'OMS et se fera en collaboration étroite avec elle. Bien que ne faisant pas partie des préfectures affectées par le conflit Bangui et Bouar ont été incluses car elles abritent un contingent élevé d'hommes et des femmes en uniforme.

Activités

- Produire du matériel de formation des pairs éducateurs et d'IEC sur les IST/HIV/SIDA.
- Former 270 pairs éducateurs en matière IST/HIV/SIDA: 70 sur Bangui et 200 sur l'Ouham, Ouham- Pendé, Nana- Guebrizi, Nana Nambéré, Kémo (50 par préfecture).
- Doter les pharmacies des garnisons de Bangui (hôpital militaire et 3 infirmeries) et celles de Bossangoa, Bozum, Bouar, Sibut, Kaga Bandoro en préservatifs masculins et féminins.
- Renforcer les infirmeries/CDV militaires de Bangui (4 sites), Bossangoa, Bozum, Bouar, Sibut, Kaga- Bandoro en kits IST et test HIV.
- Organiser une formation de 20 infirmiers/médecins des garnisons de Bangui et Bouar en conseil et 6 personnes de laboratoire en dépistage HIV.

Résultats

- Matériel IEC produits et disponibles pour les pairs éducateurs.
- 250 pairs éducateurs formés.
- 30 infirmiers/médecins formés en conseil et 10 laborantins formés en dépistage IST/HIV.
- Approvisionnement des pharmacies des garnisons de Bangui et Bouar en kit IST et test HIV.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Production matérielle de formation et IEC sur les IST/HIV/SIDA	25 000
Formation de 270 pairs éducateurs	75 000
Approvisionnement en préservatifs masculin/féminins, kits IST et test HIV	18 000
Formation en conseil et dépistage (infirmier/médecins/laborantins)	40 000
Coûts administratifs (7%)	11 060
Total	169 060

Agences	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS) FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA
Code du projet	CAF-05/H06ABC
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction de la propagation du VIH/SIDA et des IST dans la population des préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Kémo, et Ombella-Mpoko
Bénéficiaires	Population des préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Kémo, et Ombella-Mpoko, estimée à 1 100 000 personnes
Partenaires	ONG (ACABEF, Ami d'Afrique, Croix Rouge Centrafricaine), MSPP, Ministère de la Famille et des Affaires Sociales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 354 520
Fonds requis	US\$ 321 520

Résumé

Le VIH qui était déjà un problème de survie de la population centrafricaine (taux de prévalence moyen de 15%) a été aggravé par la crise de 2002 et 2003. Une augmentation des cas d'IST suite aux nombreux cas de viols (400 cas notifiés à Bangui) sur des femmes et filles a été observée dans les zones directement touchées par les conflits. La destruction massive et les pillages des formations sanitaires ont drastiquement limité l'accès aux soins médicaux appropriés. Ce projet permettra de sensibiliser la population et de stabiliser la prévalence du VIH dans la population des 5 préfectures touchées par le conflit. Par ailleurs des ONG locales (ACABEF, Ami d'Afrique, Croix rouge Centrafricaine) disposent déjà de pools de pairs éducateurs jeunes qui interviendront dans les actions de communication pour le changement de comportement des jeunes.

Activités

- Organiser 5 sessions de formation pour 30 personnels soignants des 5 préfectures sélectionnées aux techniques de Conseil et Dépistage Volontaire du VIH.
- Production/reproduction et distribution de matériel IEC sur les IST et VIH/SIDA.
- Organiser des campagnes de sensibilisation sur le IST/VIH/SIDA.
- Approvisionner les formations sanitaires en préservatifs masculins et féminins (également les points de vente), en kits de traitement des IST et 5 centres de CDV de tests HIV.

Résultats

- 30 personnels soignant formés aux techniques de conseil et dépistage HIV et 60 en PTPE;
- données en PTPE documentées et disséminées.
- Réalisation d'une campagne de sensibilisation sur les IST/HIV/SIDA.
- Production de matériel IEC sur les IST/HIV/SIDA.
- 63 formations sanitaires approvisionnées en kits préservatifs et traitement IST et 5 CDV en tests HIV.

Résumé financier			
Lignes budgétaires	US\$		
	OMS	UNFPA	UNICEF
Assistance technique	20 000	15 000	-
Coût des formations	50 000	20 000	50 000
Coût de la Campagne de sensibilisation	-	20 000	-
Coût du matériel IEC	-	30 000	-
Achat des préservatifs, kits IST et tests HIV/SIDA	-	100 000	-
Collecte, gestion et dissémination des données sur la PTPE - Plus	-	-	8 000
Suivi et évaluation des activités	7 000	5 000	5 000
Coûts administratifs (10% OMS et 7% UNFPA, 12% UNICEF)	4 620	13 300	6 600
Sous-total	81 620	203 300	69 600
Moins ressources disponibles	10 000	15 000	8 000
Total	71 620	188 300	61 600

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Réduction de la propagation des IST / VIH / SIDA par la Prévention de la Transmission du Parent à l'Enfant (PTPE)
Code du projet	CAF-05/H07
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction de la transmission du VIH du parent à l'enfant.
Bénéficiaires	La population des préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Kémo, Ombella-Mpoko, estimée à 1 100 000 personnes
Partenaires	ONG (Réseau des Personnes vivant avec le VIH en RCA, Amis d'Afrique, AFAFSI- SWAA), MSPP, Ministère de la Famille et des Affaires Sociales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 254, 680
Fonds requis	US\$ 239,680

Résumé

Ce projet permettra de réactiver les actions de réduction de vulnérabilité au VIH, surtout chez les enfants tant dans la communauté que dans les formations sanitaires. Il permettra d'offrir le service PTPE aux populations des 5 préfectures touchées par le conflit. Par ailleurs le Réseau des Personnes vivant avec le VIH en RCA ainsi que les autres ONG (Amis d'Afrique, AFAFSI- SWAA), disposent déjà de personnes ressources pour la mobilisation sociale visant la réduction du stigma et le suivi a domicile des clients de la PTPE qui ratent le rendez-vous de suivi.

Activités

- Donner l'appui technique et financier pour le renforcement des stratégies de la communication et mobilisation sociale dans les domaines de la réduction du stigma VIH/SIDA et la promotion d'un environnement favorable à la mère séropositive au niveau de la famille.
- Donner l'appui technique et logistique pour l'organisation des campagnes de communication au niveau national et de mobilisation sociale dans les zones d'intervention.
- Organiser 6 sessions de formation pour 60 personnels soignants des 5 préfectures sélectionnées a la réduction de la transmission du VIH du parent a l'enfant (Planification et gestion, Conseil et Dépistage Volontaire du VIH, Laboratoires, examen cliniques et traitement, Communication et mobilisation sociale).
- Équiper les services PTPE et les partenaires locaux en vue d'augmenter leurs capacités techniques et opérationnelles: Équipement de laboratoire, Médicaments et consommables de laboratoire.
- Collecte, gestion et dissémination des données sur la PTPE – Plus.

Résultats

- L'accès aux services PTPE de qualité est assuré;
- L'utilisation par les couples de services PTPE est accrue; les mères séropositives et leurs nourrissons sont adéquatement suivis;
- Le partenariat pour la PTPE est élargi au niveau communautaire impliquant fortement les associations des femmes et celles des personnes vivant avec le VIH.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Assistance technique pour le développement de stratégies de communication	25 000
Coût des formations	50 000
Coût de la Campagne d'information et mobilisation sociale	42 000
Achat des équipement de laboratoire, Médicaments, Réactifs et consommables de laboratoire	99 000
Collecte, gestion et dissémination des données sur la PTPE - Plus	8 000
Suivi et évaluation des activités	5 000
Coûts administratifs (12%)	25 680
Sous-total	254 680
Moins ressources disponibles	15 000
Total	239 680

Agences	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP) ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Prise en charge médico-psychologique des victimes de violences sexuelles
Code du projet	CAF-05/H08AB
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction des conséquences des traumatismes psychologiques sur les personnes victimes de violences sexuelles.
Bénéficiaires	500 000 femmes des préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Kémo, Ombella-Mpoko
Partenaires	ONG (Ami d'Afrique, AFJC, CIFAD), MSPP, Ministère de la Famille et des Affaires Sociales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 373 400
Fonds requis	US\$ 353 400

Résumé

Pour la première fois en RCA en général et dans les préfectures de l'Ouham, de Ouham-Pendé, de Nana-Gribizi, de Kémo, de Ombella – Mpoko en particulier, les populations ont connu le phénomène de violences sexuelles suite aux évènements de 2002 et 2003. Vu l'ampleur des troubles et leur durée, il y a lieu de croire à un nombre important de personnes affectées. Plus grave, rien n'a été fait pour apporter une assistance médicale ou psychosociale aux victimes. Le présent projet va contribuer à la réduction des conséquences des traumatismes médicaux et psychologiques sur les victimes de violences et agressions sexuelles.

Activités

- Organiser 6 sessions de formation pour 30 personnels soignants et 25 travailleurs sociaux aux techniques de conseil et de soutien aux personnes psychologiquement traumatisées (OMS).
- Organiser 5 sessions de sensibilisation pour 30 travailleurs sociaux, 30 personnels de police/gendarmerie et 15 personnels de la magistrature aux aspects de genre et violences sexuelles ainsi que sur les lois existantes en la matière (UNFPA).
- Organiser des campagnes de mobilisation sociale sur le phénomène de violences et agressions sexuelles ainsi qu'à la création de réseaux communautaires d'accompagnement des victimes.
- Mettre en place 5 centres d'écoute pour les personnes victimes de violences et agressions sexuelles et les approvisionner en préservatifs. Approvisionner 10 formations sanitaires en kits de gestion des violences sexuelles et en médicament de post exposition HIV.

Résultats

- 30 personnels soignant et 25 travailleurs sociaux formés en conseil et soutien psychologique et 30 travailleurs sociaux, 60 personnels de police/gendarmerie et 15 de la magistrature formée sur les questions sexo-spécifiques (genre) et violences sexuelles.
- 10 les formations sanitaires disposent de moyens pour assurer la prise en charge médicale et psychologique des victimes de violences sexuelles.

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	FNUAP	OMS
Assistance technique	15 000	40 000
Coût des formations (conseil/soutien, genre, violence sexuelle et droite)	90 000	60 000
Mise en place de centres d'écoute	30 000	-
Campagnes de mobilisation sociale/mise en place de réseaux	75 000	-
Approvisionnement kits préservatifs, IST, violences sexuelles et PPE	25 000	-
Suivi et évaluation des activités sur le terrain	5 000	10 000
Coûts administratifs (OMS 6% et UNFPA 7%)	16 800	6 600
Sous-total	256 800	116 600
Moins ressources disponibles	10 000	10 000
Total	246 800	106 600

Agences	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP) ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Renforcement des soins obstétricaux d'urgence
Code du projet	CAF-05/H09AB
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale par la prise en charge des urgences obstétricales et néonatales
Bénéficiaires	171 598 femmes en âge de procréer des préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Kémo, Ombella-Mpoko (11 000 grossesses attendues)
Partenaires	ACABEF, COOPI, ASSOMESCA, MSPP, Ministère des Affaires Sociales
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Budget total	US\$ 535 142
Fonds requis	US\$ 505 142

Résumé

La mortalité maternelle est estimée à 948/100 000 naissances vivantes et réajustées par l'OMS à 1,200 dans son rapport annuel de 2004. Ceci est dû en grande partie au fait que l'accès aux services d'urgences obstétricales dans les 60 formations sanitaires des préfectures sélectionnées limité par le manque de personnel aussi bien en nombre qu'en qualité d'une part, et le manque de matériels et équipements suite au pillage et à la destruction des structures de soins consécutifs aux événements de 2002 et 2003, d'autre part. Des efforts ont été consentis pour renforcer les structures de soins obstétricaux d'urgence dans la ville de Bangui. Ce projet va contribuer à la prise en charge des urgences obstétricales et néonatales dans les préfectures retenues. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie humanitaire et se fera en collaboration avec les divers intervenants dans le secteur santé.

Activités

- Doter les 60 FOSA en kits d'accouchement (mère et matrones), en matériel et médicaments essentiels pour la prise en charge des urgences obstétricales ainsi que les 5 hôpitaux des préfectures retenues en kits d'accouchement en milieu hospitalier, kit de SR et kit de transfusion sanguine.
- Doter 2 hôpitaux préfectoraux en ambulance pour la référence et la contre référence ainsi que d'équipement radio pour la communication avec les centres de santé.
- Organiser 3 sessions de formation recyclage en faveur de 32 matrones et 4 sessions de formation/ recyclage en faveur de 90 agents de santé pour la prise en charge des urgences obstétricales.

Résultats

- 60 FOSA et 5 hôpitaux disposant de kits d'accouchements, les 5 hôpitaux en kits SR et transfusion sanguine.
- 2 hôpitaux régionaux avec moyen de transport et de communication pour les références obstétricales.
- 32 matrones et 90 agents de santé recyclés.

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	UNFPA	OMS
Assistance technique	20 000	20 000
Coût des formations matrones (OMS) et agents de santé (UNFPA)	30 000	12 000
Achats kits médicaments essentiels, réactifs	-	50 000
Achat kits d'accouchement, kit SR, kit transfusion sanguine	105 000	-
Petite réhabilitation, achats plateaux techniques pour maternité et SMI	150 000	-
Achat équipement radio et ambulances (2)	100 000	-
Suivi et évaluation des activités sur le terrain	5 000	8 700
Coûts administratifs (6% OMS et 7% UNFPA)	28 700	5 742
Sous-total	438 700	96 442
Moins ressources disponibles	20 000	10 000
Total	418 700	86 442

SANTÉ

Agence	COOPERAZIONE INTERNAZIONALE
Titre du projet	Renforcement des activités du centre de rééducation pour les handicapés moteurs de Bangui et promotion de l'insertion économique et sociale des handicapés
Code du projet	CAF-05/H10
Secteur	Santé
Objectifs	Améliorer les conditions de vie des personnes handicapées de Bangui et favoriser leur intégration sociale
Bénéficiaires	Personnes handicapées de Bangui
Partenaire	COOPI
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 290 000

Résumé

Le centre, créé en 1994, permet de soigner les handicapés qui accèdent en particulier dans les services chargés de la rééducation fonctionnelle et de l'appareillage orthopédique. Le projet permettra le renforcement du volet social avec des actions qui visent à l'insertion sociale des handicapés (appui à la scolarisation et soutien à la création d'activités génératrices de revenus)

Objectif

Améliorer les conditions de vie des personnes handicapées de Bangui à travers des soins spécialisés et favoriser leur intégration sociale à travers des actions concrètes.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Activités de soin/rééducation	150 000
Activités de formation/sensibilisation	45 000
Frais du personnel	95 000
Total	290 000

SANTÉ

Agence	COOPERAZIONE INTERNAZIONALE (COOPI)
Titre du projet	Appui à l'amélioration de l'état de santé de la population dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pendé
Code du projet	CAF-05/H11
Secteur	Santé
Objectif	Soutenir les processus de gestion et de réorganisation des Préfectures pour élargir l'accès de la population aux soins curatifs et préventifs et améliorer la qualité des services sanitaires
Bénéficiaires	627 209 personnes
Partenaire	N/A
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 877 000

Résumé

L'opération constitue la continuation du projet d'urgence sanitaire financée par ECHO dans les deux préfectures en objet. L'action prévue pour l'année 2005 vise à contribuer à l'amélioration de l'état de santé de la population concernée par le projet à travers la réactivation, la mise en fonction et l'amélioration de la performance de toutes les formations sanitaires.

Objectif

Elargir l'accès de la population aux soins curatifs et préventifs et améliorer la qualité de services sanitaires.

Activités

- Réhabilitation légère des formations sanitaires.
- Fourniture des médicaments et équipements.
- Formation.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Réhabilitation légère des Formations sanitaires	13 000
Fourniture de biens pour les bénéficiaires (équipements et médicaments)	480 000
Formation	14 000
Personnel	200 000
Coûts de support	170 000
Total	877 000

SANTÉ

Agence	CARITAS
Titre du projet	Paquet minimum de services aux vieillards
Code du projet	CAF-05/H12
Secteur	Santé
Objectif	Assister les vieillards de zones affectées
Bénéficiaires	5 000 personnes de P.K.10 Bangui et LUMI Berberati
Partenaires	N/A
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 55 000

Résumé

Les populations de P.K. 10 à Bangui et de Loumi à Berberati se sont vues couper l'accès aux services de base avec les pillages et la destruction. Il faut parcourir de longues distances (un jour) pour atteindre l'unité sanitaire proche. Pour assurer leur sécurité, les jeunes ont quitté la zone laissant leurs parents seuls. Ce projet vise à offrir un paquet minimum de services aux vieillards abandonnés et maltraités.

Objectif

Assister les personnes du 3^{ème} âge des zones affectées.

Activités

- Recruter deux infirmières.
- Provision de médicaments essentiels.
- Acquisition de matériel pour hygiène primaire.
- Visite à domicile pour hygiène primaire.
- Provision de repas équilibrés.

Résultat

Services de base (alimentation, hygiène soins médicaux de base) fournis

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel	15 000
Coûts opérationnels	40 000
Support à l'alimentation équilibrée (PAM)	
Provision de médicaments	25 000
Matériel d'hygiène primaire	7 000
Achat d'une moto, carburant et assistance à domicile	3 000
Coûts administratifs	5 000
Total	55 000

Agence	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)
Titre du projet	Prise en charge des cas de malnutrition
Code du projet	CAF-05/H13
Secteur	Santé
Objectif	Contribuer à réduire la mortalité et les invalidités dues aux carences nutritionnelles chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes
Bénéficiaires	100 000 enfants de moins de 5 ans et 50 000 femmes enceintes et allaitantes des préfectures les plus touchées par les conflits armés (Kémo, Ouham, Ouham Pendé, Nana Grébizi, Ombella Mpoko)
Partenaires	Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), PAM, ONG (Amis d'Afrique, Croix Rouge Centrafricaine)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 430 800

Résumé

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'allègement des souffrances des populations des zones durement affectées par les conflits armés et vise à réduire la mortalité et la prévalence des carences nutritionnelles chez les enfants de < 5ans, les femmes enceintes et allaitantes.

Activités

- Prise en charge médicale et nutritionnelle des cas de malnutrition dans 35 centres nutritionnels attachés aux centres de santé, dans les zones du projet :
 - Prise en charge médicale : supplémentation en micro nutriments (vitamine A, fer et acide folique), traitement des maladies connexes, déparasitage;
 - Prise en charge nutritionnelle : fourniture des rations humides, et sèches (assurée par le PAM);
 - Education nutritionnelle des mères et femmes enceintes.
- Surveillance et éducation nutritionnelles à base communautaire : suivi de la croissance des enfants, séance éducatives des mères.
- Formation: des agents de santé et des animateurs communautaires.
- Etude : enquête anthropométrique rapide dans les zones du projet.

Résultats

- L'état nutritionnel et sanitaire des populations ciblées est amélioré.
- La capacité de prise en charge des cas de malnutrition est renforcée dans 35 centres de santé des zones du projet.
- Les communautés sont pleinement impliquées dans les actions de prévention et de lutte contre la malnutrition dans les zones du projet.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel d'appui (pour la gestion des 35 centres)	50 000
Achats et distribution de médicaments essentiels et micro nutriments	200 000
Equipements et logistiques (balances, matériels éducatifs, etc.)	70 000
Formation	20 000
Etude	50 000
Frais administratifs	40 800
Total	430 800

MULTI-SECTEUR

Agence	HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIÉS (HCR)
Titre du projet	Assistance multisectorielle aux personnes réfugiées en RCA
Code du projet	CAF-05/MS01
Secteur	Multi-Secteur
Objectif	Offrir une protection internationale et une assistance humanitaire aux réfugiés accueillis par la RCA et rechercher des solutions pour remédier durablement à leur sort
Bénéficiaires	30 000 réfugiés
Partenaires	COOPI, CARITAS, CNR
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 1 942 105

Résumé

La République Centrafricaine accueille quelque 30 000 réfugiés. 24 300 d'entre eux vivent dans des zones d'installation et des camps: 20 000 Soudanais à Mboki à l'est du pays, 3 000 réfugiés de la République Démocratique du Congo (RDC) à Molangue, dans le sud, et 1 300 Tchadiens à Bubu, au nord. Enfin, 5 700 réfugiés, dont 4 000 Congolais (RDC), résident dans la capitale, Bangui. En 2005, le HCR continuera à fournir une protection internationale aux réfugiés et à assurer la couverture de leurs besoins essentiels, et espère pouvoir aider la plupart d'entre eux à rentrer dans leur pays d'origine.

Activités

- Le HCR organisera le rapatriement par avion de 19 000 réfugiés Soudanais de Mboki vers le Sud-Soudan - Le HCR continuera à faciliter le rapatriement des réfugiés congolais (RDC) originaires de la province de l'Équateur et de Kinshasa débuté fin octobre 2004. Les réfugiés provenant de la province de l'Équateur seront acheminés par route, puis par bateau, à Zongo et Libengue alors que les réfugiés originaires de Kinshasa rentreront par avion
- L'Organisation étudiera également les possibilités de rapatriement des réfugiés Tchadiens. La dégradation des conditions de sécurité au nord a nui à leur autosuffisance et les a incités à solliciter leur rapatriement.
- Jusqu'à leur rapatriement, les réfugiés de Mboki et de Molangue, ainsi que certains réfugiés vulnérables résidant à Bangui, bénéficieront d'une assistance, principalement dans les secteurs de la santé et de la nutrition, de l'eau et de l'assainissement et de l'éducation. Le projet financera les frais d'équipement et d'exploitation de centres de santé et des écoles primaires, des micro-projets destinés à améliorer la sécurité alimentaire, l'entretien de réseaux d'adduction d'eau ainsi que quelques bourses d'études dans le cycle secondaire. Le HCR accordera une attention particulière à la scolarisation des jeunes filles. Des activités de sensibilisation à l'environnement, de délimitation des zones sensibles et de reboisement seront entreprises dans et autour des sites.
- Le HCR, en coordination avec les partenaires compétents, s'efforcera de créer des conditions propices au rapatriement des 33 000 Centrafricains actuellement réfugiés au Tchad. Il faudrait néanmoins pour cela que les conditions de sécurité s'améliorent de manière significative dans le nord du pays.

Résultats

- Solution durable atteinte pour plus de 21 000 réfugiés : 19 000 Soudanais et 2 000 congolais se rapatrient dans leur pays d'origine, 65 réfugiés de diverses nationalités sont réinstallés.
- Les réfugiés bénéficient d'assistance en santé, éducation selon des standards acceptables et l'environnement est préservée: taux brut de mortalité < 0.5/1,000/mois, couverture vaccinale > 90%, malnutrition aigue totale < 10% ; taux brut de scolarisation > 80% avec 45% de filles parmi les élèves, le ratio enseignant/élève réduit de 1 :60 à 1:50.
- Un programme inter-agence est élaboré pour créer les conditions pour le retour des réfugiés Centrafricains du Tchad.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Programme	1 369 573
Appui au programme	572 532
Total	1 942 105

Agence	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)
Titre du projet	Mise en place d'un centre pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits
Code du projet	CAF-05/P/HR/RL01
Secteur	Protection/droits de l'homme/principes légaux
Objectif	Equiper le pays d'un dispositif permettant de prévenir les crises de toute nature
Bénéficiaires	L'ensemble de la population
Partenaires	Gouvernement (au travers de la Vice-Présidence), OSCs et communauté internationale
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Budget total	US\$ 750 000
Fonds requis	US\$ 250 000

Résumé

La question de prévention de crise apparaît comme un axe stratégique transversal à l'ensemble des actions en matière de transition post conflit. Ce souci fondamental est repris de manière systématique dans le plan cadre d'assistance des Nations Unies à la RCA ainsi que par le gouvernement.

En effet, la mise en place d'un centre pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits constitué une des recommandations majeures de la Commission Vérité et Réconciliation lors des assises du Dialogue national tenu du 9 septembre au 27 octobre 2003 à Bangui. Le Vice-Président a été chargé de conduire la réflexion et d'initier toute action nécessaire à la mise en place progressive d'un tel centre par un décret présidentiel.

Objectif

Equiper le pays d'un dispositif permettant de prévenir les crises de toute nature, notamment en développant des modalités de gestion et de résolution pacifique des conflits.

Activités

Dans ce contexte le PNUD propose d'apporter un appui à la dynamique nationale au travers d'une série d'initiatives pilotes permettant de préciser de manière participative les contours d'un tel centre de prévention des crises:

- Des études stratégiques portant sur des aspects clés de la situation post conflit du pays, notamment une analyse des facteurs de conflit et de vulnérabilité;
- Des ateliers portant sur l'alerte rapide et les mesures préventives;
- Un module de formation en matière de gestion et prévention des crises adaptable à divers partenaires (ONGs, OSCs, universitaires, personnels des agences du système des Nations Unies, etc.);
- Des activités opérationnelles de construction de la paix avec les communautés et associations à la base (caritatives ou autres).

Dans le cadre du développement de ces actions le PNUD a mis en place une unité post conflit à Bangui et pourra compter sur la base opérationnelle de Bangui et dans certaines préfectures concernées par le Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC).

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel (international et national).	230 000
Coûts de fonctionnement/coûts de mise en oeuvre	463 750
Coûts administratifs	56 250
Sous-total	750 000
Moins ressources disponibles	500 000
Total	250 000

Agence	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)
Titre du projet	Composante "sécurité pour le développement" du Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC)
Code du projet	CAF-5/P/HR/RL02
Secteur	Protection/droits de l'homme/principes légaux
Objectif	Contribuer à la restauration de la sécurité
Bénéficiaires	L'ensemble des populations des communautés et zones cibles du projet PRAC (4 préfectures anciennement qualifiées de « zone rouge »: Kemo, Nana Grébizi, Ouham, Ouham Pendé)
Partenaires	N/A
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 1 075 000

Résumé

Le Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC) comprend les composantes suivantes:

- Le désarmement;
- La démobilisation;
- La réinsertion: (1) paquets de réinsertion destinés aux ex-combattants et (2) appui aux communautés afin de faciliter l'acceptation de ces ex-combattants par les communautés d'accueil;
- La sécurité pour le développement.

Le projet a été conçu dans le cadre d'un partenariat avec le Programme Régional pour la Démobilisation et la Réintégration (MDRP), dans une dynamique de construction de la paix et la stabilité au niveau sousrégional des Grands Lacs élargi. Le MDRP finance les parties démobilisation et réinsertion en RCA à hauteur de 9.8 millions de dollars US; le PNUD complète ce financement pour le désarmement (400 000 dollars US) et les activités communautaires (850 000 dollars US).

Objectif

Contribuer à la restauration de la sécurité en se basant sur le rôle des communautés et des citoyens au niveau local et en renouant la confiance entre ces derniers et les autorités civiles et militaires.

Activités

Le présent projet se concentre sur la dimension construction de la paix et sécurité au niveau des communautés avec une dimension transfrontalière (entre la RCA et le Tchad). Il propose également de mettre en place des initiatives d'alerte au niveau des communautés et de relance des mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Personnel (international et national)	150 000
Coûts de fonctionnement/coûts de mise en oeuvre	850 000
Coûts administratifs	75 000
Total	1 075 000

SECURITE

Agences	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD) et BUREAU DE COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ (UNSECOORD)
Titre du projet	Sécurisation de l'action humanitaire
Code du projet	CAF-05/S01
Secteur	Sécurité
Objectif	Renforcement du système de sécurité des Nations Unies afin d'élargir celui-ci aux partenaires humanitaires (ONG, partenaires bilatéraux et multilatéraux) oeuvrant dans les zones les plus vulnérables.
Bénéficiaires	Bureau de l'Agent Habilité, Agences du système des Nations Unies et leurs partenaires opérationnels (ONGs, autres structures nationales de suivi et de la coordination de l'assistance humanitaire).
Partenaires	N/A
Durée du projet	Janvier - décembre 2005
Fonds requis	US\$ 864 000

Résumé

Les problèmes de sécurité et de protection des personnes et de la délivrance de l'assistance humanitaire continuent d'être une préoccupation majeure en RCA. De ce fait, le travail des humanitaires ainsi que l'accès aux plus vulnérables deviennent difficile et périlleux. Tout en reconnaissant la nécessité pour chaque agence de multiplier les efforts pour répondre aux exigences MOSS, il est important de souligner que pour mener à bien l'action humanitaire d'envergure envisagée dans les mois à venir, le système des Nations Unies devra renforcer ses capacités d'analyse et de partage d'informations sur la situation de la sécurité à l'intention, non seulement de ses propres agences, mais également des autres organisations oeuvrant dans le domaine de l'assistance humanitaire, et désireuses d'intégrer le réseau de sécurité des Nations Unies. Pour ce faire, il est envisagé la mise en place d'un réseau fiable d'informations sur la situation de la sécurité appuyé par un système de communication radio 24 heures sur 24. Il est également prévu la nomination de cinq Chargés de sécurité régionaux bien équipé et la mise en place d'une salle-radio. Il s'agirait d'un FSO à Bossangoa, un FSA à Bouar, Bangassou, Ndélé et Bangui. Ceux-ci travailleront sous la supervision directe du FSCO basé à Bangui, et sous la responsabilité de l'Agent habilité. Ce système devrait permettre d'appuyer convenablement tant les agences du système des Nations Unies que les ONGs dans les actions qu'elles mènent en faveur des populations vulnérables aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays.

Activités

- Mise en place d'une salle-radio fonctionnant 24 heures sur 24, au service du système des Nations Unies et de tous les partenaires humanitaires.
- Négociations avec les autorités pour l'affectation d'éléments des forces armées pour la constitution de Groupes d'Intervention Rapide pour appuyer l'action humanitaire dans les zones concernées.
- Organisation régulière de rencontres au niveau central et au niveau régional réunissant les responsables des Nations Unies et des partenaires humanitaires (ONGs et autres) pour analyser la situation relative à la sécurité ; partager les informations utiles en la matière.
- Fournir les escortes nécessaires aux missions et convois humanitaires qui le souhaitent ; Préparer des rapports périodiques d'incidents de sécurité à l'intention du Coordonnateur des questions de sécurité au Siège des Nations Unies.
- Le cas échéant, organiser la logistique pour l'évacuation des partenaires en cas d'insécurité grave rendant impossible la conduite des actions humanitaires.

Résumé financier	
Lignes budgétaires	US\$
Appui et déploiement des Ressources humaines	313 000
Mise en place de la salle-radio 24/7 et Communications	133 000
Mise en place des bureaux régionaux FSO et FSA avec moyens logistiques et moyens d'intervention et d'escorte	418 000
Total	864 000

Agences	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)
Titre du projet	Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base
Code du projet	CAF-05/WS01AB
Secteur	Eau et assainissement
Objectifs	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base des populations de l'Ouham, Ouham- Péné, Nana- Mambéré, Nana- Gribizi et Kémo
Bénéficiaires	1 100 000 habitants (dont 173 000 enfants de moins de 5 ans et 510 000 femmes) des préfectures de l'Ouham, Ouham Péné, Nana Mambéré, Nana Gribizi et Kémo
Partenaires	Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), Ministère de l'Environnement, Ministère des Mines et de l'Energie, Ministère de l'Education Nationale, ONG (COOPI, IPHD, Croix Rouge Centrafricaine, CARITAS)
Durée du projet	Janvier – décembre 2005
Fonds requis	US\$ 548 300

Résumé

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'allègement des souffrances des populations des zones durement affectées par les conflits armés et vise à réduire la mortalité et la morbidité dues aux maladies liées au péril hydrique et à l'insalubrité de l'environnement, en améliorant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base.

Activités

- Faire une évaluation rapide des ouvrages d'hydraulique villageoise et d'assainissement de base dans les zones de projet.
- Réhabiliter 500 forages et autres points d'eau endommagés; Fourniture des pièces de rechanges et matériels de réparation, dotation des artisans-réparateurs de caisses à outils et bicyclettes.
- Assurer l'appui technique et matériel pour la réalisation de 50 nouveaux forages dont la moitié sera située dans un centre de santé ou une école.
- Renforcer les capacités techniques des comités de gestion des points d'eau et des artisans-réparateurs pour la réparation et l'entretien des pompes: formation, supervision.
- Fournir l'appui technique et matériel pour la promotion de l'éducation à l'hygiène.
- Appuyer la construction et/ou réhabilitation des latrines dans les centres d'intérêt collectif : écoles, centres de santé, marchés.
- Suivi et évaluation.

Résultats

- L'accès des communautés à l'eau potable est amélioré dans les ex-zones de conflits.
- Toutes les pompes et sources d'eau potable tombées en panne sont devenues fonctionnelles.
- La couverture des écoles et marchés en latrines est augmentée.
- Les connaissances et pratiques d'hygiène et d'assainissement de base sont améliorées dans la population en général et dans les écoles en particulier.

Résumé financier		
Lignes budgétaires	US\$	
	UNICEF	OMS
Coût du personnel (consultant)	20 000	0
Coûts opérationnels	420 000	50 000
Frais administratifs	50 000	8 300
Total	490 000	58 300

ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS

ACABEF	Association Centrafricaine pour le Bien-être Familiale
ACDA	Agence Centrafricaine du Développement Agricole
AFAFSI-SWAA	Association des Femmes Africaines face au Sida
AFJC	Association des Femmes Juriste
ANDE	Agence Nationale pour le Développement de l'Elevage
APE	Association des parents d'élèves
ASSOMESCA	Association des Œuvres Médicales des Eglises pour la Santé en Centrafrique
AVS	Activités supplémentaires de vaccination
BONUCA	Bureau des Nations Unies en République Centrafricaine
CARITAS	Charité Catholique
CDV	Conseil Dépistage Volontaire
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière en Afrique
CIFAD	Collectif International des Femmes Africaines pour le Développement
CNT	Centre Nutritionnel Thérapeutique
COOPI	Cooperazione Internazionale
CRA	Centrafrican Agronomic Research
CRCA	Croix Rouge Centrafricaine
CS	Centre de Santé
ECHO	European Commission Humanitarian Office
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FOMUC	Force Multilatérale de la CEMAC
FOSA	Formation Sanitaire
FSA	Field Security Assistant
FSCO	Field Security Coordination Officer
FSO	Field security officer
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HF	High Frequency
ICRA	Institut Centrafricain de Recherches Agronomiques
IEC	Information, éducation et communication
IPHD	International Partnership for Human
IST	Infections Sexuellement Transmises
LICUS	Low Income Countries Under Stress
MDRP	Programme Régional pour la Démobilisation et la Réintégration
MCIS	Multiple Cluster Indicator Survey
MOSS	Minimum Operating Security Standards
MSPP	Ministère de la santé publique et de la population
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations Non-Gouvernementale
ONGI	Organisations Non-Gouvernementale Internationale
OSC	Organisation de la Société Civile
PACE	Performance And Competency Enhancement
PAM	Programme alimentaire mondial
PEV	Programme élargi de vaccination
PMA	Pacquet Minimum d'Activités
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRAC	Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés
PS	Poste de Santé

PTPE	Prévention de la transmission du virus du parent à l'enfant
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SNU	Système des Nations Unies
SR	Santé de la reproduction
T	Tonnes
TBS	Taux Brut de scolarisation
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAM	Vulnerability Assessment Mapping

Feuille d'appréciation des Appels Globaux

Si vous souhaitez faire des remarques, merci de remplir ce document et de nous l'envoyer par fax avant le 28 février 2005: Section CAP au +41-22-917-0368 ou par e-mail à CAP@ReliefWeb.int . Vos commentaires nous seront particulièrement utiles pour améliorer les appels globaux pour 2006. Merci pour votre collaboration.

Section CAP, OCHA

A quel appel global faites-vous référence?

- 1. Que pensez-vous de L'année 2004 en rétrospective?
Comment cette partie pourrait être améliorée?**

- 2. Le contexte et les besoins humanitaires sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?**

- 3. Les plans de réponse répondent-ils aux besoins humanitaires?
Comment cette partie pourrait être améliorée?**

- 4. Les rôles et mécanismes de coordinations sont-ils clairement présentés?
Comment cette partie pourrait être améliorée?**

- 5. Les budgets sont-ils réalistes et cohérents avec les actions proposées?
Comment cette partie pourrait être améliorée?**

- 6. La présentation du document et son format sont-ils clairs?
Comment pourraient-ils être améliorés?**

N'hésitez pas à ajouter une feuille supplémentaire si vous avez d'autres commentaires.

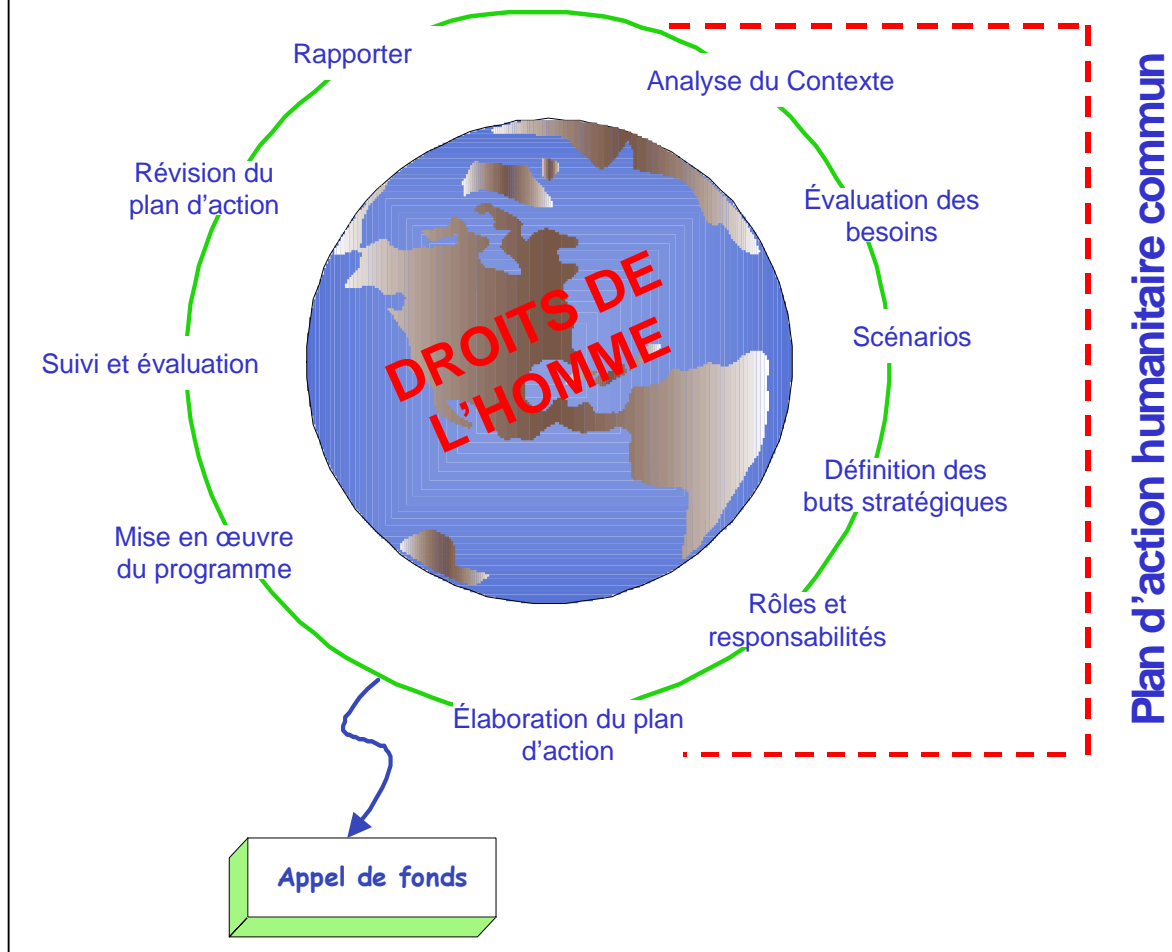
Nom:

Fonction et organisation:

Adresse e-mail:

Procédure d'appel global:

un cycle pour coordonner les programmes dans les urgences:



BUREAU DE LA COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA)

NEW YORK OFFICE
UNITED NATIONS
NEW YORK, N.Y. 10017
USA

BUREAU DE GENÈVE
PALAIS DES NATIONS
1211 GENÈVE 10
SUISSE

TELEFAX: (1 212) 963.3630

TELEFAX: (41 22) 917.0368